Paix-Travail-Patrie

RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE
GENERAL CENSUS OF AGRICULTURE AND LIVESTOCK

4ème RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT
4th GENERAL POPULATION AND HOUSING CENSUS

MAITRES D'OUVRAGE : LE COORDONNATEUR NATIONAL DU 4ème RGPH ET LE COORDONNATEUR NATIONAL DU RGAE
COMMISSION SPECIALE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°.003./AONO/CN-4ème RGPH/CN-RGAE/CSPM/2026 DU 21 NOV. 2026 RELATIF A L'ENTRETIEN DU MATERIEL DE TRANSPORT POUR LE COMPTE DE L'ENQUETE POST CENSITAIRE.

FINANCEMENT : Budget de la Mutualisation du 4ème RGPH-RGAE
Imputation : 61213D1.11.2.4
Exercice : 2026

PIÈCE N°1. AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

Avis d'Appel d'Offres (AAO)

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°..003/AONO/CN-4ème RGPH/CN-RGAE/CSPM/2026 DU 24 NOV 2026 RELATIF A L'ENTRETIEN DU MATERIEL DE TRANSPORT POUR LE COMPTE DE L'ENQUETE POST CENSITAIRE.

FINANCEMENT : Budget de la Mutualisation du 4ème RGPH-RGAE, **Exercice :2026**

1.Objet

Dans le cadre de la mutualisation des activités de l'Enquête Post Censitaire, les Coordonnateurs Nationaux du 4ème RGPH et du RGAE lancent un Appel d'Offres **relatif à l'entretien du matériel de transport** pour le compte l'Enquête Post Censitaire.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de cet Appel d'Offres consistent à l'entretien **de quarante (40) véhicules 4X4**, c'est-à-dire la maintenance préventive et curative desdits véhicules. En l'occurrence, Il s'agit de visites périodiques liés au kilométrage parcouru, de réparations diverses et de tôlerie et peinture éventuellement pour le compte de l'Enquête Post Censitaire.

3. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par les Maîtres d'Ouvrages pour l'exécution de la prestation objet du présent Dossier de Consultation est de **trente (30) jours ouvrables**.

4. Allotissement

La fourniture objet du présent Dossier d'Appel d'Offres ne fait pas l'objet d'allotissement.

5. Coût prévisionnel

Le Coût total prévisionnel en Francs CFA, est de **vingt-huit millions (28 000 000)** Toutes Taxes Comprises.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres s'adresse aux entreprises de droit camerounais ou tout autre groupement impliquant des opérateurs économiques camerounais jouissant des capacités juridiques, techniques et financières requises pour la fourniture de ce type de prestation.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de la mutualisation du 4ème RGPH-RGAE sur la ligne d'imputation budgétaire suivante **61213D1.11.2.4, exercice 2026**.

8. **Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la cellule des marchés du BUCREP, 1er étage, Immeuble BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts Omnisports face à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu aux heures ouvrables à la cellule des marchés du BUCREP, 1er étage, Immeuble BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts Omnisports face à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre, dès publication du présent Avis Dossier de consultation contre versement d'une somme non remboursable de **quarante-cinq mille (45 000) francs FCFA** au compte spécial de l'ARMP, numéro de compte « **10001 06860 33598860001 94** » ouvert auprès d'une agence de la Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC).

11. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais sera transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 22.12.26 à 14.... **heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original physique de l'offre et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », pour la copie de sauvegarde en plus de la mention ci-dessous au Service des Marchés dans les délais impartis :

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N°. 003./AONO/CN-4ème RGPH/CN-RGAE/CSPM/2026 DU 24 NOV. 26 Relatif à l'entretien du matériel de transport pour le compte de l'Enquête Post Censitaire.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Taille et format des fichiers

La soumission étant exclusivement en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le soumissionnaire veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

12. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses Pièces Administratives, une Caution de Soumission, timbrée à **1500 FCFA** établie par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère Chargé des Finances et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO. L'original du cautionnement provisoire sera conforme au modèle du DAO, dont le montant est de **cent quarante mille (140 000) FCFA** et aura un délai de validité de 120 jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pour être recevable, la caution de soumission devra être Accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôt de Consignation et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13. Recevabilité des offres

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage les plis :

- portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;
- parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- non-conformes au mode de soumission ;
- non conforme aux prescriptions du DAO ;
- ne contenant pas l'original de l'offre administrative du soumissionnaire

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'appels

d'offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Toute caution de soumission doit être accompagnée d'un récépissé CDEC. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considérée comme absente et vaut élimination du soumissionnaire. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Lieu, date de l'ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps.

L'ouverture des offres administratives, techniques et financières aura lieu le 21 DEC 26 à 15 **heures** par la Commission Spéciale de Passation des Marchés placée auprès des Coordinations Nationales du 4ème Recensement Général de la Population et de l'Habitat et du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Elevage au titre des activités mutualisées dans la salle de réunion du BUCREP, 1er étage, Immeuble BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts Omnisports face à la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre. Seuls les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance du dossier, peuvent assister à cette séance d'ouverture.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être datées trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif, autre que la caution de soumission, à l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Le système de notation des offres se fera en mode binaire (oui/non) et portera sur les critères ci-dessous énumérés et dont le détail est donné dans le RPAO.

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires portent sur la conformité des exigences du DCE. Notamment sur les pièces composant le dossier administratif, la capacité technique et financière du soumissionnaire. Ainsi, seront déclarées non recevables les offres tombant sous le coup de l'un des critères éliminatoires suivants :

N°	Critères éliminatoires
1	Absence de l'original de la caution de soumission datée, signée, timbrée, acquittée à la main et accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis.
2	Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif après épuisement d'un délai de 48 heures accordé par la Commission Spéciale de Passation des Marchés pour la production de ladite pièce, à l'exception de la caution de soumission.
3	Capacité financière d'un montant d'au moins 5 000 000 Francs CFA sur une ligne d'imputation bancaire délivrée par d'une banque de premier ordre.
4	Omission dans le bordereau des prix d'un prix unitaire quantifié.
5	Absence d'un élément de l'offre financière (soumission, BPU, DQE, SDPU).
6	Absence de prospectus
7	Fausse déclaration, manœuvres frauduleuses ou pièce falsifiée.

8	**La non-conformité de l'une des spécifications techniques majeures ci-dessous :** - **Révision moteur complet** - Vidange complète (huile de moteur, huile de pont, huile de direction et huile de frein, graissage, changement de filtre à air et de filtre à gas-oil ; - Remplacement des cinq (05) roues ; - Remplacement de tous les accessoires défectueux (pots de phare, pots de signalisation, pare-buffle, pare-chocs arrière, ampoules pour phares et clignotants, vitres cassées, calendres, tapis pose pieds, poignets portières) ; - Révision du système de sécurité et de verrouillage automatique ; - Réinstallation du tracking ; - Tôlerie (partielle ou totale selon le cas) ; - Révision du système de freinage et tambour ; - Accessoires de direction.
9	Non satisfaction d'au-moins 6 OUI sur huit des critères essentiels à l'issue de l'évaluation.
10	Présence sur la liste des entreprises défaillantes établie annuellement par le Ministre chargé des marchés publics.
11	de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée
12	de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental datée et signée
13	de l'absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années
14	L'absence de la lettre de soumission
15	Non-respect du format de fichiers des offres.
16	De l'absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2 Critère essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères suivants : (voir grille d'évaluation)
Les critères relatifs à l'évaluation des candidats, porteront sur :

1- Présentation et consistance de l'Offre	OUI OU NON
2- Méthodologie de travail et solutions techniques proposées par le soumissionnaire en cas de panne	OUI OU NON
3- Spécifications Techniques des véhicules	OUI OU NON
4- Qualification du personnel employé accrédité par le soumissionnaire pour l'entretien et la réparation des véhicules	OUI OU NON
5- Etat technique des véhicules	OUI OU NON
6- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) paraphé à chaque page et signé à la dernière	OUI OU NON
7- Les Termes de Références (TDR) paraphés à chaque page et signé à la dernière	OUI OU NON
8- Absence de références (au moins deux) dans la prestation relative à l'entretien d'un parc automobile constitué d'au moins quinze véhicules Pick-up 4X4 de neuf (09) CV au moins (joindre copies des marchés ou Lettres-Commandes et Procès-verbaux de réception correspondant).	OUI OU NON
	Total sur 08 OUI

16. Attribution du marché

Les deux Maîtres d'Ouvrage attribuent le Marché au soumissionnaire dont l'offre aura été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier de consultation, évaluée la moins-disante et ayant satisfait à tous les critères éliminatoires.

17. Durée de validité des offres

Les Soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires et dénonciations

18.1. Les renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la cellule des marchés du BUCREP, 1er étage, Immeuble BUCREP situé derrière le Centre Régional des Impôts Omnisports face la de la Délégation Régionale des Marchés Publics du Centre.

18.2. Dénonciations

Les pratiques, faits ou actes de corruption et infractions assimilées devront être systématiquement signalés auprès de la Commission Nationale Anti-corruption (CONAC) répondant au numéro vert gratuit 1517 ou bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 24-NOV-2026

LE COORDONNATEUR NATIONAL DU RECENSEMENT GENERAL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE, CO-MAITRE D'OUVRAGE

M. MBAIRANODJI André

LE COORDONNATEUR NATIONAL DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT, CO-MAITRE D'OUVRAGE

Mme Bernadette MBARGA

Copies :

- *MINMAP ;*
- *ARMP (pour publication au JDM) ;*
- *Les Maitres d'ouvrage ;*
- *Président de la CSPM ;*
- *Affichage (pour information*

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

GENERAL CENSUS OF AGRICULTURE AND LIVESTOCK

4TH GENERAL POPULATION AND HOUSING CENSUS

CONTRACTING AUTHORITY: THE 4th GPHC NATIONAL COORDINATOR AND THE GCAL NATIONAL COORDINATOR SPECIALE DE PASSATION DES MARCHES

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No 018/AONO/NC-4th GPHC/NC-GCAL/CSPM/2026 OF 21 NOV 2025 TO PERTAINING TO THE SERVICING AND MAINTENANCE OF ROLLING STOCK ON BEHALF OF THE POST ENUMERATION SURVEY.

FUNDING: Joint Budget of the 4th GPHC - GCAL
Budgetary Head: 61213D1.11.2.4
2026 financial year.

DOCUMENT No 1. INVITATION TO TENDER

Invitation to Tender

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No 003./AONO/NC-4th GPHC/NC-GCAL/CSPM/2026 OF 24/06/2026 TO PERTAINING TO THE SERVICING AND MAINTENANCE OF ROLLING STOCK ON BEHALF OF THE POST ENUMERATION SURVEY.

1. PURPOSE OF THE TENDER

Within the framework of joint Post Enumeration Survey (PES) activities, the 4th GPHC and the GCAL National Coordinators hereby launch an Invitation to Tender **pertaining to the servicing and maintenance of rolling stock** on behalf of the Post Enumeration Survey (PES).

2. NATURE OF SERVICES

The services to be provided shall consist in servicing **forty (40) four-wheel drive vehicles,** that is preventive and curative maintenance of the said vehicles. In addition, this involves periodic visits in relation to the number of kilometers covered, various repairs as well as panel beating and possible painting within the framework of the Post Enumeration Survey.

3. EXECUTION PERIOD

The execution period provided by the Contracting Authorities for this service shall stretch through thirty (30) working days.

4. ALLOTMENT

The services of this invitation to tender shall not be subject to consignments.

5. ESTIMATED COST

The total estimated cost stands at **twenty-eight (28 000 000) million CFA Francs**, all taxes inclusive.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this invitation to tender shall be open to Cameroonian companies or any other consortium involving Cameroonian economic operators with the legal, technical as well as financial capacity and ability required to supply this type of service.

7. FUNDING

The services for which this tender exercise is launched shall be funded by the 2026 joint 4th GPHC – GCAL Exercise Budget; Budgetary Head No. **61213D1.11.2.4** for the 2026 financial year.

8. SUBMISSION OF BIDS

The submission mode chosen for this Consultation shall be online.

9. CONSULTATION OF TENDER FILE

Upon publication of this Tender Notice, the tender file may be consulted during working hours at BUCREP's Contracts Service found at the 1st floor of the BUCREP building situated behind the Taxation Regional Office at Centre 1 (Omnisports), and opposite the Public Contracts Regional Delegation for the Centre.

10. ACQUISITION OF THE TENDER FILE

This file may be obtained during working hours at BUCREP's Contracts Service found at the 1st floor of the BUCREP building situated behind the Taxation Regional Office at Centre 1 (Omnisports), and opposite the Public Contracts Regional Delegation for the Centre, upon publication of this invitation to tender after presentation of a receipt of payment of a non-refundable sum of **forty-five thousand (45 000) CFA francs** (being the fee to obtain the file), into the special account of the Public Contracts Regulatory Agency **"10001 06860 33598860001 94"** (ARMP) in BICEC.

11. SUBMISSION OF BIDS

Each bid drafted in English or French shall be submitted by the bidder on the COLEPS platform on or before .23..DEC..2026 at .02.00 o'clock. A digital copy of the bid saved in a USB key or CD/DVD, the original physical copy and receipt of the online payment should be submitted to the Tenders Board within the given deadlines in a sealed envelope boldly marked with "Saved Copy" in addition to the inscription below:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE No 023./AONO/NC-4th GPHC/NC-GCAL/CSPM/2026 OF ..24TH..NOV...2026. TO PERTAINING TO THE SERVICING AND MAINTENANCE OF ROLLING STOCK ON BEHALF OF THE POST ENUMERATION SURVEY

"TO BE UNSEALED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

Size and format of files

Given that the submission is exclusively online, the maximum size of the documents to be sent on the platform, including the bid shall be as follows:

- 5 MB for the administrative bid;
- 15 MB for the technical bid;
- 5 MB for the financial bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall make sure to use compression software to reduce the size of files to be transmitted where possible.

12. PROVISIONAL GUARANTEE

On pain of being rejected, each bidder shall attach to his administrative documents, a bid bond stamped at **1500 CFAF** issued by a first-class bank or financial institution approved by the Ministry of Finance and which figures on the list in document 14 of the tender file. The original of provisional guarantee shall comply with the invitation to tender sample which amounts to **one hundred and forty thousand (140 000) CFA francs** as mentioned below and shall be valid for one hundred and twenty (120) calendar days from the deadline for submission of tenders.

For the file to be admissible, the provisional guarantee should include the consignment receipt issued by the Deposit and Consignment office, and shall bear the handwritten name of the issuing body. A provisional guarantee presented by a bidder during the bid-opening session but without any link with the concerned invitation to tender shall be considered absent. The provisional guarantee presented by a bidder during the bids-opening session shall be rejected.

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

ADMISSIBILITY OF BIDS

Bids of the following kind shall not be accepted by the Contracting Authority:

- Bids bearing indications on the bidder's identity;
- Bids presented after the deadline for submission;
- Bids without an indication of the invitation to tender;
- Bids which do not comply with the mode of submission;
- Bids which are not in compliance with the invitation to tender;
- Bids without the original of the bidder's administrative bid.

Any incomplete bid as regards the requirements of this Tender File, especially in the case of the absence of a provisional guarantee issued by a first-grade bank or a financial institution approved by the Ministry of Finance to issue guarantees in public contracts, or failure to comply with samples of documents in the Invitation to Tender file shall lead to a simple rejection of the bid. Each provisional guarantee should include a CDEC receipt. A presented provisional guarantee bearing no link with the concerned consultation shall be considered absent and shall warrant the elimination of the bidder. The provisional guarantee presented by a bidder in a bid-opening session shall be rejected.

14. PLACE, DATE AND OPENING OF BIDS

Bids shall be opened once.

The opening of administrative documents as well as technical and financial bids shall take place on 21-DEC-2026 from 03h00 o'clock. It shall be done by the Special Procurement Commission of the 4th General Population and Housing Census and the General Census of Agriculture and Livestock National Coordination Units, within the framework of their joint activities, found at the 1st floor of the BUCREP building situated behind the Taxation Regional Office at Omnisports, and opposite the Public Contracts Regional Delegation for the Centre.

Only bidders may attend the opening session or be duly represented by a person with a sound knowledge of the file.

Under risk of being rejected, the required administrative documents must be produced in originals or true copies, certified by the issuing service or an administrative authority (governor, senior divisional officer, divisional officer) should be produced in compliance with the Special Conditions of the Invitation to Tender. They should be submitted at most three (3) months counting from the original date for the submission of bids or should have been issued after the date of signature of the invitation to tender. In case of absence or non-compliance of a document in the administrative file apart from the provisional guarantee at the opening of bids after the fort-eight (48) hour deadline given by the commission, the bid shall be rejected.

15. ASSESSMENT CRITERIA

The evaluation system for tenders shall be binary (Yes/No). It shall be based on the criteria listed below and detailed in the Special Conditions of the Invitation to Tender.

15.1. Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria relate to compliance with the requirements of the tender file, especially concerning the documents included in the administrative file, and technical as well as financial capacity of the bidder. Thus, bids falling under any of the following eliminatory criteria shall be rejected:

No.	Elimination criteria
1	Absence of the original or non-compliance of the dated, signed, stamped and manually acquitted provisional guarantee, including a consignment receipt issued by the Deposit and Consignment Office at the bid-opening session.
2	Failure to produce, within 48 hours, a document of the administrative file which was considered to be absent or not in compliance (except for the provisional guarantee).
3	Financial capacity of at least five million (5 000 000) CFA francs on a bank budgetary line issued by a first grade bank.
4	Omission of a quantified unit price.
5	Absence of some elements in the financial bid (submission, "BPU, DQE, SDPU")
6	Absence of a leaflet.
7	False declaration, fraudulent manoevres or falsification of documents.

8	Non-conformity of one of the main technical specifications mentioned below: - Complete engine servicing; - Complete oil-change (engine oil, differential gear oil, steering oil and brake fluid, greasing, change of oil and air filters; - Replacement of the five (5) tyres; - Replacement of all defective accessories (head lamps, blinkers, bull bar, rear shock-absorber, headlamp and blinker bulbs, broken wind shields, radiator grille, foot mats, door handles); - Control of the security and automatic lock system; - Installation of tracking system; - Panel beating (partial or complete, depending on the case); - Control of the drum braking system; - Steering accessories.
9	Failure to meet at least 6 YES on 8 of the essential criteria at the end of the assessment.
10	Presence of defaulting companies on the annual list compiled by the Minister in charge of public contracts.
11	Absence of the integrity charter
12	Absence of the dated and signed Social and Environmental Commitment declaration
13	Absence of colour prospectus or a technical sheets produced by the manufacturer or authorized distributor for the supplies in the invitation to tender.
14	Absence of the submission letter;
15	Failure to respect the file-format of the bids;
16	Absence of the saved copy in case the COLEPS platform disfunctions.

15.2. Essential Criteria

The technical bids shall be assessed on the basis of one hundred (100) points as well as the criteria and sub-criteria laid down in the Specific Rules for this Invitation to Tender.

1- Presentation of the Tender content;	YES OR NO
2- Working methodology and proposed technical solutions by the bidder in the event of a breakdown	YES OR NO
3- Technical specifications of the vehicles	YES OR NO
4- Staff qualifications and made provided by the bidder for vehicle maintenance and repairs;	YES OR NO
5- Technical condition of the vehicles;	YES OR NO
6- The Special Conditions of the Contract (SCC) initialled on each page and signed on the last;	YES OR NO
7- The Terms of Reference (ToF) initialled on each page and signed on the last;	YES OR NO
8- Absence of references (at least two) in the provision of such services in a car pool of at least 15 – 9HP pick-up four-wheel drive vehicles (attach copies of contracts or Command letters as well as corresponding service reception reports)	YES OR NO
	Total out of eight Yes

16. AWARD OF CONTRACT

The two Contracting Authorities shall award the contract to the bidder whose offer is determined to be in compliance with the Consultation file, and which should have been considered the most cost-effective and having met all eliminatory criteria.

17. DURATION OF VALIDITY OF BIDS

Bidders will remain committed to their offers for ninety (90) calendar days from the deadline set for the submission of tenders.

18. COMPLEMENTARY INFORMATION AND DENUNCIATIONS

18.1. Complementary information

Complementary information may be obtained during working hours from BUCREP's Contracts Service found at the first floor of the BUCREP building situated behind the Regional Taxation Centre at Omnisports and opposite the Regional Delegation of Public Contracts for the Centre.

18.2. Denunciations

All corruption practices and related offences should be reported to the National Anti-Corruption Commission (CONAC) through their free toll line (1517) or by calling or sending an SMS to MINMAP at the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48

Yaounde 24TH - NOV. 2026

Mr MBAIRANODJI André
Co-Contracting Authority

GCALA NATIONAL COORDINATOR
(Contracting Authority)

Mrs Bernadette MBARGA
Co-Contracting Authority

4th GPHC NATIONAL COORDINATOR
(Contracting Authority)

Copies:

- *MINMAP;*
- *ARMP (to be published to the JDM);*
- *Contracting Authorities;*
- *President of the CSPM;*
- *Display (information).*